

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
21 septembre 2005  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 16 septembre 2005, adressée  
au Président du Conseil de sécurité  
par le Représentant permanent du Nigéria  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

En ma qualité de représentant du Président en exercice de l'Union africaine, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du communiqué publié par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, à l'issue de sa trente-huitième réunion tenue le 14 septembre 2005 à New York, concernant la situation en Côte d'Ivoire.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte du communiqué et de ses annexes comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent du Nigéria  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Aminu Bashir Wali



**Annexe à la lettre datée du 16 septembre 2005,  
adressée au Président du Conseil de sécurité  
par le Représentant permanent du Nigéria  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Communiqué publié par le Conseil de paix  
et de sécurité de l'Union africaine  
à l'issue de sa trente-huitième réunion**

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a tenu sa trente-huitième réunion à New York le 14 septembre 2005.

Au cours de cette réunion, qui s'est tenue au niveau des chefs d'État et de gouvernement, le Conseil de paix et de sécurité était saisi d'un rapport de l'Équipe de médiation de l'Union africaine sur l'évolution récente de la situation en Côte d'Ivoire, rapport qu'il a examiné.

*Le Conseil de paix et de sécurité,*

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport de l'Équipe de médiation de l'Union africaine;
2. *Rend hommage* au Président Thabo Mbeki de l'Afrique du Sud, Médiateur de l'Union africaine, pour les efforts inlassables qu'il a déployés et exprime sa satisfaction des progrès réalisés jusqu'ici en ce qui concerne les questions en suspens qui faisaient obstacle à l'application intégrale des Accords de Linas-Marcoussis et d'Accra;
3. *Se déclare préoccupé* par le fait que les parties ivoiriennes n'aient pas fait preuve de la volonté politique nécessaire pour une application intégrale des accords conclus sur les questions en suspens, en particulier le démantèlement et le désarmement des milices, le programme de désarmement, démobilisation et réinsertion et la création de conditions propices à la tenue d'élections libres, justes et transparentes. Le Conseil exhorte les parties ivoiriennes à se vouer de nouveau au processus de paix, à faire preuve de modération et à honorer leurs obligations;
4. *Souligne* qu'il est nécessaire d'examiner la situation en Côte d'Ivoire avant le 30 octobre 2005. À cet égard, le Conseil prie la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de tenir d'urgence un sommet pour évaluer la situation eu égard aux problèmes tenant à l'application des aspects en suspens des accords et de faire rapport au Conseil de paix et de sécurité lors d'un sommet à tenir d'urgence, avec la participation des dirigeants de la CEDEAO, en vue d'examiner la question et de prendre des décisions en conséquence;
5. *Se déclare prêt* à continuer de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies quant aux meilleurs moyens de soutenir et de faire progresser le processus de paix;
6. *Décide* de demeurer activement saisi de la situation en Côte d'Ivoire.